

Stop à l'usage de la violence dans les Universités

La présence de l'extrême droite, la montée des expressions de haine, racistes, identitaires et xénophobes, en France et en Europe, se traduisent régulièrement par des actes violents dans les universités et lycées. Nous dénonçons aussi la disproportion croissante des déploiements répressifs de la police.

L'université Bordeaux 2 a connu une intervention policière à la demande du Président pour déloger les étudiants le 7 mars dernier. Les enseignants déplorent avant tout "la violence tant verbale que physique" de ce qu'ils qualifient "d'agression". Selon les personnels, l'envoi des forces de l'ordre était inapproprié et disproportionné au regard de la nature du mouvement et de la volonté de dialogues des étudiants. La présidence de l'université a en effet justifié cette évacuation comme étant un moyen d'éviter d'éventuelles dégradations nocturnes si les étudiants étaient restés sur place, comme cela s'était produit il y a deux ans.

Le 22 mars 2018, au sein de l'Université de Montpellier, c'est un véritable commando de barbouzes qu'ont vu venir à eux les centaines d'étudiants réunis en assemblée générale, dans un déferlement de haine, de propos racistes et homophobes et de violence provoquant quatre blessés graves et plusieurs commotions. Ces méthodes rappellent les pratiques fascistes. Il faut souhaiter que l'enquête en cours révèle l'identité réelle de leurs auteurs. Ces faits ne sont pas sans lien avec la montée en puissance de la contestation sociale contre les projets gouvernementaux, notamment la loi instaurant la généralisation de la sélection à l'entrée de l'Université. Des interrogations s'expriment fortement quant au rôle et à l'implication active du doyen de la faculté de Droit. Toute la lumière doit être faite sur les responsabilités de chacun dans cette affaire. Si cette collaboration ou d'autres étaient confirmées, ces faits graves et inédits appelleraient à des sanctions exemplaires de la part du président de l'Université, de la Ministre et de la justice.

Rappelons aussi les expulsions par la police des étudiants des Universités de Lille et Strasbourg

De plus, le vendredi 16 mars, vers 17h, le lycée autogéré de Paris a été attaqué par une dizaine d'individus se réclamant du GUD (Groupe Union Défense). Ces individus, dont certains étaient armés de barres de fer, sont rentrés dans l'établissement en effectuant des saluts nazis, et proférant des insultes (homophobes et autres) à l'encontre des élèves et des professeurs.

Les organisations signataires apportent tout leur soutien aux jeunes et aux personnels blessés lors de ces violences. Ils condamnent l'emploi de la violence et dénoncent le manque de dialogue de la part des responsables des Universités et l'appel récurrent à la police.

Les organisations signataires exigent, de la part de l'Etat la condamnation sans réserve de ces agissements et le respect par la police des droits des citoyens.

Châteauroux, le 27 mars 2018.

Organisations signataires de cet appel :

CGT Educ'Action 36, LDH36, UNEF 36, NPA 36, PCF 36, FI 36 et PG 36